



Bulletin n°148

Date : mars - avril - mai 2023

Déposé le 9 mai 2023



Depuis près de 3 mois, une intersyndicale unanime impulse un large mouvement d'opposition à la réforme des retraites.

L'unité syndicale est la bonne nouvelle du moment car elle constitue un puissant facteur de mobilisation, elle donne du cœur à l'ouvrage, elle est la matérialisation d'un rassemblement et d'une conscience partagée très large, d'une union de sensibilités, de secteurs professionnels, des jeunes, des actives et actifs comme des retraité·es, issus de territoires divers. Elle permet de poser les questions de fond sur le temps de vie au travail : dans les cortèges de manifestation ou sur les lieux de travail, le sujet des retraites invite toutes les problématiques syndicales et revendicatives qui y sont intrinsèquement liées : celles du travail, de son sens, de sa reconnaissance, des salaires, de la pénibilité, des secondes carrières, des fins de carrières, de

l'égalité entre les femmes et les hommes, etc. Elle fait la démonstration pratique que les organisations syndicales ne sont pas enfermées dans des postures, des implicites, des méfiances réciproques, sans nier les nuances d'analyse et les désaccords, mais en choisissant justement de travailler sur ce qui rassemble. Bref, ce mouvement social redonne la fierté de faire du syndicalisme, même si cela n'efface pas la difficulté à gagner. Le gouvernement traite avec mépris les millions de personnes mobilisées, mais les organisations syndicales gardent toute leur confiance. Notre tâche est de nous montrer à la hauteur de cette confiance en nous battant jusqu'au retrait de cette réforme et, sur le plus long terme, en opposant aux régressions imposées par le gouvernement un projet de vivre ensemble et de justice sociale pour toutes et tous.



SOMMAIRE : SPECIAL (FUTURE.S) RETRAITE.E.S

Page 2 - 3 : Les retraité.e.s au sein de la FSU

Page 4 : Les revendications portées par la FSU par et pour les retraité.e.s

Cécile Chandavoine et Mathilde Marnière

Co-secrétaires départementales de la FSU 27

SNASUB - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNETAP - SNICS - SNPES/PJJ - SNUAS/FP - SNUEP - SNUipp - SNUITAM - SNUPTEN - SNU/TEFI - SNUTER



Pourquoi rester syndiqué.e.s à la retraite?

Vous allez accéder en septembre à la retraite : enfin ! Après des années d'investissement, de passion, de fatigue, de labeur professionnels vous allez commencer à écrire une nouvelle page de votre vie. Est-ce que le syndicalisme y a sa place ? La Section Fédérale des Retraité.es de la FSU 27 pense que oui ! Les quelques thèmes abordés dans ce bulletin vous le démontreront

Nous vous proposons d'en débattre, ainsi que de tous les sujets qui seront dans l'actualité, lors d'une rencontre le **MERCREDI 31 MAI à 14h 30 au local de la FSU**

(Evreux, St-Michel)

Cette rencontre est, évidemment, ouverte à toutes et tous les retraité.es actuel.les et futur.es



Les retraités solidaires avec les actifs

Nous, retraités, ne sommes plus en fonction mais gardons nos convictions et continuons de lutter afin de défendre les droits acquis et ceux qu'il importe de définir et conquérir dans le contexte actuel de crise sociale, démocratique, environnementale, économique... Nous nous opposons à la logique individualiste et consumériste portée par le gouvernement avec la globalisation du marché et ses monopoles privés qui produisent tant d'injustice, inégalités et souffrances ici et dans le monde.

Comme les jeunes, les actifs, nous refusons la dégradation de nos conditions de vie. Chacun doit pouvoir accéder à la satisfaction de droits légitimes et essentiels pour toutes et tous et ce n'est plus le cas aujourd'hui avec le démantèlement dont la dématérialisation en cours des services publics de santé, éducation, culture,

justice... Nous revendiquons, pour et avec les jeunes, le droit à une retraite juste, équitable et solidaire, sans recul de l'âge de départ, ni allongement de la durée des cotisations.

Garantir le bien commun nécessite que l'ensemble des citoyens se sente impliqué et se donne les moyens de participer et militer. Les retraités ne sont pas et ne seront pas des citoyens inutiles et refusent d'être considérés comme une charge. Il s'agit bien de penser collectivement, jeunes et retraités, l'avenir, ayant conscience d'un destin commun.

Ensembles et unis, soyons des citoyens responsables et partageons la volonté de perpétuer les valeurs que nous, retraités, n'avons cessé de défendre !

Réforme injuste et brutale : 64 ans c'est toujours non!

- Une **réforme** régressive que rien ne justifie si ce n'est la volonté d'un homme au service d'une politique contraire à l'intérêt général,
- Une **méthode**, du mensonge à l'obstruction, qui n'aura eu de cesse de rejeter tout réel débat et toute proposition alternative progressiste,
- Une **violence** omniprésente : dans la loi (report de l'âge de départ, durée de cotisation augmentée...), la forme (49.3), la répression policière organisée...
- Un **mouvement syndical** déterminé et uni pendant des mois avec le soutien massif et continu de la population,
- Et le Conseil Constitutionnel en rajoute en rejetant le RIP : un ultime bras d'honneur au peuple à qui l'on refuse le droit de s'exprimer par référendum. C'EST TOUJOURS LE PEUPLE QU'ILS CRAignent !

Des acquis à sauvegarder

Dans le cadre des luttes contre la « réforme Macron », la dénonciation du manque de volonté de changer les choses chez les Français est mise en avant. Tout serait bien mieux chez nos voisins qui acceptent facilement, eux, les changements.

Mais ce qui nous est présenté à grand renfort de tableaux, pourcentages et autres statistiques dans des médias qui, peu ou prou, les interprètent, n'ont souvent qu'un seul but : donner mauvaise conscience à celles et ceux qui croient encore à nos valeurs sociales et mettre dans la tête de tous qu'il n'a pas d'autre solution pour l'avenir économique de notre pays que de se soumettre à des restrictions dans le domaine de la répartition. Tout ceci pour favoriser assurances privées et fonds de pensions divers et variés au détriment d'avancées acquises, avec maintes difficultés, grâce au CNR après guerre.

Il serait trop long d'énumérer ici toutes les différences qui existent entre européens à ce niveau pour démontrer que nous n'avons rien à envier, bien au contraire !

Un petit exemple qui prend toute son importance dans le climat actuel : la Suède, qui nous est souvent présen-

té comme un modèle, où le système a été instauré, selon ses défenseurs, après des années de discussions, de négociations qui ont abouti à un vote favorable à l'unanimité des instances législatives.

En fait, à l'heure actuelle ce sont plus de 300 000 retraités suédois qui perçoivent moins de 1 165 euros par mois, soit 16,8 % des plus de 65 ans et 24,35 % des plus de 75 ans. Ils sont les grands perdants d'un système de retraite adopté en 1994 et qui sert aujourd'hui d'inspiration à la France, avec son régime universel, ses comptes notionnels (comptes individuels de cotisations) et des pensions indexées sur l'espérance de vie.

Pour conclure, des parlementaires européens français nous ont confié il y a quelques jours qu'à Bruxelles certains de leurs collègues étrangers avouaient guetter ce qui aboutirait en France en espérant pouvoir relancer chez eux une contre-réforme. Comme quoi...



Retraité.e.s dans l'action... Retraité.e.s syndiqué.e.s !

Oui, nous devons nous préoccuper nous-mêmes de nos droits et besoins individuels et sociaux.

Oui, nous avons des revendications justifiées : pouvoir d'achat, accès aux soins et aux services publics, prise en charge de la dépendance, solidarité avec les plus démunis.e.s...

Oui, nous contribuons grandement à la production de richesses : consommation, aides aux enfants, participation active à la vie associative...

Les retraité.e.s ne sont pas des privilégié.e.s !

Les retraité.e.s ne sont pas une charge pour la Nation !

Elles et ils ont des revendications spécifiques. Elles et ils se mobilisent pour se faire entendre et défendre leurs droits et ceux des futurs retraité.e.s.

La vie syndicale, le combat syndical ne s'arrêtent pas avec la fin de l'activité professionnelle. Les retraité.e.s s'organisent, se rassemblent, manifestent. Avec leurs syndicats, avec la FSU et dans un cadre unitaire avec les autres organisations syndicales.

Alors, avec la FSU et ses syndicats, restons ACTIVES ET ACTIFS !



La santé

Plusieurs mois pour trouver un spécialiste, pas de médecin référent, attente insupportable à l'hôpital, sans parler des EHPAD et de la non prise en compte des plus anciens... Par-tout en France, et dans le département de l'Eure situé en dernière position par rapport au nombre de médecins par habitant...

Doit-on se résigner ? Se débrouiller seul ?

La Santé doit relever d'un grand Service Public qui permette à chaque citoyen d'avoir une réponse à ses besoins de manière égalitaire quels que soient son lieu de résidence et ses moyens.

Pour se défendre, pour être « réellement » informé, pour faire vivre la solidarité et défendre ces valeurs que nous avons, en tant que fonctionnaires, durant toute notre activité professionnelle, mis en œuvre :

« Rien ne pourra se faire sans vous. »

Pouvoir d'achat

Pour la FSU, la préservation du pouvoir d'achat des retraités, c'est :

- L'augmentation des pensions : plus d'un million de retraités sont sous le seuil de pauvreté et 5 millions ont moins de 1000 euros par mois.
- Le rétablissement du lien entre les salaires et les pensions.
- Le rattrapage des pertes subies
- L'annulation de la hausse de 25% de la CSG (+ 1,7 point depuis 2018)

La FSU se mobilise en intersyndicale sur le pouvoir d'achat : les 4% obtenus sont insuffisants mais néanmoins le résultat de l'action syndicale indispensable

Pour la FSU, le pouvoir d'achat des retraités, c'est aussi :

- La décôte = une double peine
- L'envol du tarif des complémentaires santé qui augmente avec l'âge
- La crise énergétique et la baisse du pouvoir d'achat
- Les droits familiaux attachés aux enfants
- Le Régime Additionnel de la Fonction Publique, cheval de Troie de la capitalisation
- L'égalité homme – femme / des "carrières hachées" et donc des pensions amputées (temps partiel ou congé parental pour élever des enfants...)

Les services publics

Les gouvernements successifs se sont acharnés à détricoter tous les acquis du CNR* mis en place en 1946 (Sécurité Sociale, retraite par répartition, services publics, nationalisations ...) dans un pays alors exsangue.

Si notre nation a su résister aux difficultés sanitaires et sociales, c'est grâce à cette mise en place de services publics si chèrement acquise.

La destruction se poursuit :

- Pour réaliser des économies, le numerus closus a été réduit et nous en payons chèrement les conséquences dans un territoire devenu désert médical.
- Le rapport Gérard Larcher de 2008 et la loi HPST Bachelot de 2009 et la T2A ont aggravé l'hémorragie de l'hôpital public.
- En pleine pandémie, alors que le gouvernement applaudissait le personnel de santé, il a poursuivi son dépècement de l'hôpital. La Covid n'a pas arrêté la suppression des lits et des postes.

Aujourd'hui, alors que nous manquons cruellement de personnel médical, nous assistons au refus de supprimer Parcoursup pour l'entrée des écoles professionnelles de formation médicale. Une centaine de suppression d'hôpitaux de proximité (Loi Bazyn) est programmée et les maternités ferment.

Dans quel but ? Privatiser cette manne financière qu'est la Santé.

Aujourd'hui comme hier, les avancées sociales et leur préservation s'arrachent par la lutte, une lutte solidaire des actifs comme des retraités.

*CNR : Comité National de la Résistance

